

3

Quelle a été l'attitude des différents partis et organisations politiques ?

Si l'on jugeait une organisation politique seulement d'après les déclarations générales qu'elle produit, il n'y aurait pas grand monde pour dire crument qu'il se bat contre les intérêts de la classe ouvrière : L'UDR explique qu'elle adore les ouvriers qu'elle ne pense qu'à eux (actionnariat, participation). Mitterrand prend l'accent du terroir pour parler du faible et de l'opprimé. Le PCF a sorti un programme qui est la charte d'une société de bonheur et d'abondance non seulement pour les ouvriers, mais aussi pour les cadres, les paysans, les intellectuels et les petits commerçants... Bref tout le monde est pour contenter tout le monde, surtout lorsque cela ne coûte que de la salive ou de l'encre et du papier...

Mais ce qui nous intéresse au premier chef, c'est de voir comment chacun s'est comporté durant cette grève, car nous pensons qu'elle a servi de véritable révélateur pour beaucoup de forces politiques de ce pays.

L'UDR a confirmé avec éclat son rôle de chien de garde du grand capital. Le masque « social » qu'elle avait eu tant de peine à s'appliquer sur le visage, s'est vite transformé en rictus à la première épreuve. La haine de classe qui a animé les ténors de l'UDR contre les travailleurs du métro est un sentiment qui ne trompe pas. L'UDR n'a été limité dans sa hargne contre les conducteurs que par des considérations politiques : si elle n'a pas dès les premiers jours fait donner la troupe contre les grévistes ce n'est pas que l'envie lui en manquait, c'est parce qu'elle ne voulait pas souder autour des conducteurs la solidarité des autres travailleurs pour la riposte.

Si elle n'a pas réclamé ouvertement l'interdiction du droit de grève ce n'est ni par bonté d'âme ni par respect de sa propre Constitution, mais parce qu'elle ne voulait pas offrir un terrain de bataille à l'opposition, alors que la course aux élections est déjà ouverte. De ce point de vue, elle n'a pu éviter quelques « bavures » et des députés UDR (l'extrême droite de la droite ?) ont présenté à titre individuel, des propositions trop ouvertement anti-ouvrières pour être acceptées. A part ces écarts minimes, pas un seul instant le gouvernement ne s'est éloigné du rôle qui lui est confié en système capitaliste : défendre les intérêts de la classe dominante de la façon la plus efficace possible.

Le parti « socialiste » et Mitterrand en particulier ont été **totale-ment absents pendant toute la durée de la grève**. Il est vrai que Mitterrand, ancien ministre de l'intérieur, avait déjà averti son monde à la rentrée en prévenant qu'il se refusait à « toute démagogie » en matière de revendications ouvrières. Le « socialiste » aurait paraît-il un penchant plus marqué pour le « qualitatif » que pour le « quantitatif ». On comprend dans ces conditions qu'il ait d'autres chats à fouetter !

Toutefois, après la bataille, Mitterrand daigna donner son point de vue. Il le fit dans une déclaration qui est un modèle de cynisme social-démocrate, et qui pour le PCF, vaut un bouquet d'orties dans du papier cellophane :